

SOMMAIRE

Page 1

Clap, Normandie Images !
La Normandie fait son cinéma.

Page 2

Evreux-Chaufour : cavalier seul.
Céréales : Rouen est plus fragile.

Page 3

Cinq entreprises récompensées.
À vos marques, prêts, Normandie.

Page 4

PNA sécurise Caen-Ouistreham.
In Normandy.

La Normandie fait son cinéma.

Quelques chiffres 2017 :

- 77 projets de films ont été soutenus par le Fonds d'aide à la création et à la production, dont 37 portés par des professionnels normands.
- 68 tournages ont été réalisés dont 36 soutenus par la Région. On note 10 longs métrages de cinéma et 8 fictions pour la télévision.
- Au total, 642 jours de tournage ont été comptabilisés, c'est beaucoup moins qu'en Provence Alpes Côte d'Azur, la deuxième région française après Paris-Ile de France, qui en totalise plus de 5 000.
- Les retombées économiques des tournages sont évaluées à plus de 3 M€...
- La filière représente aujourd'hui 30 sociétés de production, 180 réalisateurs, et 320 techniciens résidents. Cette activité, trop modeste, mérite d'être fortement développée.

Mon commentaire : manifestement, la Normandie doit changer de dimension pour faire son cinéma. Comparées à Bordeaux, Nice ou Marseille, des villes comme Rouen, Caen ou Le Havre sont très timides vis-à-vis des réalisateurs. À l'évidence, la réussite de Normandie Images passera par l'action conjuguée de l'Etat, de la Région, mais aussi des grandes villes ; un objectif à atteindre : la taille critique professionnelle.

Clap, Normandie Images !

• Regardez : on tourne.

Au Havre, on l'a encore vérifié avec "Deux flics sur les docks" (on peut aussi se référer à "Le Havre", la comédie dramatique d'Aki Kaurismäki), le tournage d'un film ou d'une série fait davantage pour la notoriété d'un territoire que la plus belle des campagnes de publicité.

- Mais la concurrence est rude, entre les régions, pour attirer les équipes de tournage. Bien sûr, la Normandie peut mettre en avant de nombreux atouts (ses sites historiques, son littoral, ses bocages, ses vieux quartiers...), mais les autres en ont tout autant ; si bien que la différence se fait souvent par la qualité des politiques d'accueil, par les soutiens financiers aussi, mis en place par les pouvoirs publics locaux et régionaux, pour séduire les réalisateurs.

Mon commentaire : la mise en place d'une stratégie dynamique d'accueil des tournages est l'une des priorités de la nouvelle agence Normandie Images (NI) qui vient d'être inaugurée, il y a beaucoup à faire dans ce domaine, la Nouvelle Aquitaine et PACA sont plus attirantes que la Normandie ; il y a beaucoup à faire aussi pour soutenir la création et la production locales : les réalisations normandes méritent d'être mieux connues.

• Une fusion positive.

Née de la fusion du Pôle Image (ex Haute-Normandie) et de la Maison de l'Image (ex-Basse-Normandie), l'agence Normandie Image est opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2018. Son siège social est à Rouen (76), elle dispose d'un établissement secondaire à Hérouville-Saint-Clair (14), elle est dirigée par Denis Darroy, l'ancien directeur du Pôle Image.

- Le nouvel ensemble est soutenu par l'État, la Région et les collectivités qui s'intéressent à ces questions comme les Départements et les villes;
- Pour la période 2017-2019, une convention de coopération pour le cinéma et l'image animée a été signée en novembre dernier par la Région, l'État et le Centre national du cinéma. Elle prévoit notamment le doublement d'ici 2019 des fonds dédiés à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles de longue durée. Dans ce cadre, 4,7 M€ ont été inscrits dès 2017 : Région Normandie : 3,5 M€ - Etat : 0,7 M€ - CNC : 0,5 M€.

Quels sont les objectifs ?

- La structuration et le développement de la filière professionnelle du cinéma et de l'audiovisuel.
- L'accompagnement de ses nombreux acteurs normands.
- Le soutien à la création et la diffusion.
- L'accessibilité de tous les publics.
- L'innovation et l'adaptation des dispositifs aux nouveaux usages et nouveaux médias, pour favoriser l'attractivité et le rayonnement de la Normandie à l'échelle nationale et internationale.

Les deux "Pascal" s'engagent.

Le 16 avril dernier à Matignon, le Département de la Seine-Maritime a été l'un des trois premiers Départements français à signer le contrat financier proposé par l'État aux 322 plus grandes collectivités locales françaises. Pour son président, Pascal Martin, c'est un bon accord qui permet d'améliorer la visibilité de la trajectoire financière.

- Ce contrat prévoit une maîtrise des dépenses de fonctionnement par la collectivité ; en contrepartie, l'État s'engage à ne pas réduire ses dotations jusqu'en 2020.

- "Vous êtes les premiers, a dit Edouard Philippe aux signataires, et quelque chose me dit que vous serez suivis..."

- De fait, le Département de l'Eure s'est engagé la semaine suivante. Son président, Pascal Lehongre, pense que ce contrat ouvre une nouvelle ère budgétaire, sécurise les dotations et renoue un dialogue partenarial avec le gouvernement.

Les deux "Pascal" s'engagent résolument ; il faut dire que le premier est au contact d'Édouard Philippe et le second de Sébastien Lecornu ; une double proximité qui fabrique de la confiance.

Mon commentaire : que feront les trois autres présidents des Départements normands ? C'est une première question. L'État propose aussi son contrat financier aux Régions, grandes communes et intercommunalités : que feront Hervé Morin, Frédéric Sanchez, Joël Bruneau, etc. ?

Bruno Goré à la tête de la CEN.

Comme prévu, le nouveau directeur de la Caisse d'Épargne de Normandie a pris ses fonctions le 23 avril. Il est présidé par Bruno Goré qui succède à Joël Chassard. Quatre autres professionnels le composent :

- Bénédicte Clarenne en charge de la "Banque de détail".

- Maryse Vepierre en charge du pôle "Ressources".

- Christophe Descos en charge du pôle "Finances et Opérations".

- Philippe Viland en charge du pôle "Développement régional".

Rappel : la CEN compte 1 826 collaborateurs, 1,17 million de clients, 230 points de vente et gère un encours total de 33,5 Md€.

Mon commentaire : le moment est surtout venu de renforcer le fonds d'aides à la création et à la production pour permettre à la Normandie de devenir une terre plus attractive pour la production et l'accueil d'œuvres de longue durée, génératrices notamment de retombées économiques directes et indirectes pour le territoire. Fabienne Buccio et Hervé Morin sont d'accord sur ce point : "il faut faire de la Normandie l'une des plus belles destinations cinématographiques françaises".

Évreux/Chaufour

180 à 200 M€ : Hervé Morin fait cavalier seul sur 25 km.

La Région Normandie vient de demander à l'État la délégation de la maîtrise des travaux de la mise à 2x2 voies de la RN.13 entre Évreux et Chaufour-les-Bonnières. Pour Hervé Morin, c'est une absolue nécessité pour sortir de l'impasse actuelle – le projet est en calaminé depuis 2007 – et répondre aux besoins des usagers de cet axe stratégique pour accéder à Paris.

"On n'est jamais mieux servi que par soi-même".

Concrètement, la Région va prendre en charge les travaux, avant de remettre l'ouvrage à l'État qui l'exploitera. La mise en service de ce tronçon modernisé est envisagée pour 2030, si les études, les enquêtes publiques et les travaux préparatoires sont réalisés rapidement.

- On le voit, Hervé Morin pense qu'on n'est "jamais mieux servi que par soi-même" qu'il ne faut pas tout attendre de l'État. Mais ça coûte cher : entre 180 et 200 M€ pour 25 km.

- Notons que l'agglomération Évreux Portes de Normandie co-financera la réalisation des études, à hauteur de 60 000 euros par an, jusqu'à l'obtention de la DUP, à l'horizon 2022-2023. Le Département de l'Eure affiche lui aussi son soutien : "il sera au rendez-vous de l'axe Evreux-Chaufour" affirme Jean-Hugues Bonamy, son vice-président "Infrastructures".

Mon commentaire : le président Morin affiche ici sa forte détermination. En Normandie, beaucoup applaudissent cette politique volontariste, c'est notamment le cas de Guy Lefrand à Évreux, mais d'autres s'en inquiètent : "la Région a-t-elle les compétences et les moyens de mener une telle opération ?" On le sait, ces inquiétudes s'expriment aussi sur d'autres dossiers comme la reprise de la gestion des trains intercités, le 1^{er} janvier 2020, ou la création de la première zone franche régionale à Port-Jérôme-sur-Seine ; l'argument est toujours le même "n'est-il pas dangereux de faire cavalier seul ?" Hervé Morin répond de façon rassurante.

Et pendant ce temps-là...

• Céréales : Rouen est plus fragile...

Si le port de Rouen est encore et toujours l'un des grands ports céréaliers européens, sa situation est de plus en plus fragile. On l'a vu en 2017 avec une chute de 18% des sorties de grains (5,5 Mt au lieu de 6,7 Mt un an plus tôt), une chute provoquée par la très mauvaise récolte de 2016 : "une catastrophe".

- Et tous les acteurs de la filière présents sur le port ont souffert, comme les groupes coopératifs SENALIA ou Cap-Seine qui se restructurent ou changent de périmètre pour réduire "leur sensibilité".

- Mais aujourd'hui, l'heure est au rebond. C'est ce qu'il faut retenir de la 29^e édition de la journée "Céréales" de HAROPA-Port de Rouen : "la France peut reprendre des parts de marché, a dit Jean-François Loiseau, président de l'interprofession "InterCéréales", car elle possède 4 atouts : la qualité de ses productions, une logistique performante, un climat tempéré et la confiance des partenaires de la filière..."

Attention, rien n'est gagné. Il faut accroître la qualité des blés pour résister à la concurrence qui s'intensifie sur les marchés traditionnels de la France (ceux d'Afrique du Nord et du Proche Orient), il faut moderniser les équipements et les accès du port de Rouen : terminaux spécialisés, accès maritimes, infrastructures routières et ferroviaires ; bref, ça repart, mais de façon plus fragile...

Jean-Luc Léger.

Positif : le président du CESER vient d'être élu président de l'association pour la promotion de la LNPN. Il succède à Francis Saint-Ellier.

- Jean-Luc Léger entend poursuivre et amplifier la mobilisation de l'association, alors que des décisions gouvernementales déterminantes sont attendues d'ici l'automne. De fait, après la présentation du rapport Duron, la LNPN a été retenue dans la liste des investissements prioritaires nationaux, avec plusieurs scénarios de réalisation.
- L'Association s'engage à soutenir la solution la plus favorable aux intérêts des Normands et des Franciliens pour une réalisation effective au plus tard en 2030.

Citation : "la LNPN n'est pas un projet de ligne à grande vitesse, mais bien un train du quotidien, utile à des milliers d'usagers pour leur travail, leurs loisirs ou leurs études /.../, mais rien n'est gagné et nous devons rester vigilants à tous les stades de la mise en œuvre : notre objectif actuel est de permettre au projet d'accéder au stade de l'enquête publique et de consolider son financement..."

Guy Lefrand investit.

Président d'Évreux Portes de Normandie, l'une des agglomérations les plus importantes de la région (74 communes, 115 500 habitants), Guy Lefrand fait résolument le pari de l'investissement.

- Le budget principal qu'il a établi pour 2018 s'élève à 120,4 M€, dont 85,2 M€ pour le fonctionnement et 35,2 M€ pour l'investissement.
- Les travaux de voirie sont sa priorité (près 10 M€ y sont consacrés), tandis que 2,4 M€ sont déjà inscrits au titre du nouveau contrat de territoire.
- Couvrant la période 2017/2021, ce contrat de territoire est en réalité la vraie feuille de route "investissements" d'EPN. Rappelons qu'une quarantaine d'actions est inscrite pour un montant total de 250 M€, avec des participations importantes, 31 M€ pour la Région et 24 pour le Département.

Commentaire : Guy Lefrand veut aussi répondre aux besoins des petites communes de l'agglomération ; un fonds de concours de 2 M€ a d'ailleurs été mis en place.

"Oui, nous avons les moyens de nos ambitions..."

Interrogé il y a 6 mois sur la solidité financière de sa collectivité, le président avait répondu à La Chronique que "la Normandie est la Région française la moins endettée avec un CDR (Capital restant dû) de 141,45 € par habitant contre 342,19 € en moyenne pour les autres Régions."

- Aujourd'hui, sa dette s'élève à près de 430 M€ avec une capacité de désendettement de 1,7 an contre 5,7 en moyenne.
- "Ces éléments démontrent que notre endettement est raisonnable, répète Hervé Morin, il permet même d'envisager sans risque de futurs emprunts liés aux investissements, notamment dans le domaine ferroviaire..."

Mon commentaire : d'ici à 2021, la dette va progresser, la capacité de désendettement avoisinera alors les 4 ans.

Trophées de l'économie

Cinq entreprises normandes récompensées...

En 2017, la première édition avait été un grand succès (près de 1 000 personnes à l'Opéra de Rouen), la seconde, qui vient de se tenir à Caen, a été moins suivie (400 personnes), mais le souffle des "Trophées de l'économie normande" reste le même : saluer le dynamisme des entrepreneurs !

Pour 2018, 150 dossiers ont été déposés ; les lauréats des cinq catégories sont les suivants :

- Création : ZeCarrossery (14) qui propose aux artisans-carrossiers une nouvelle solution d'apport d'affaires.
- Innovation : Linkinfarm (14), un intermédiaire qui facilite et simplifie les prestations de travaux agricoles.
- Développement : Linière du Ressault (27) une entreprise qui relance le savoir-faire du peignage du lin.
- Enjeux de Demain : Nomotech (50), l'utilisation du THD pour bâtir un aménagement numérique équilibré et équitable des territoires.
- Made in Normandie : Fabrique-moi un bonbon (14), fabrication d'une confiserie normande de caractère : les pommes aux Calvados.

Par ailleurs, Hervé Morin a salué l'action de Matthieu Millet, "la personnalité de l'année", à la tête de Remade (50), le spécialiste du reconditionnement de téléphones portables. Rappelons que Matthieu Millet veut construire un campus "à l'américaine" sur l'écoparc de Tirepied, près de Brecey, dans le Sud

Et pendant ce temps-là...

• Le mystère de l'emploi et du chômage

Au premier trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (ceux qui ne travaillent pas du tout) s'établit à 167 690 en Normandie, en baisse de 1,4% par rapport au trimestre précédent (2 320 chômeurs de moins) et de 2,3% sur un an.

- Ne boudons pas notre plaisir : ces résultats sont encourageants ; ils sont meilleurs que ceux de la France métropolitaine ; ce sont les départements de l'Orne et de la Manche qui s'en tirent le mieux.

Restons calmes cependant.

Toutes catégories confondues (A, B, C), les Normands confrontés au chômage sont de plus en plus nombreux : 290 540 aujourd'hui contre 286 850, au 1^{er} trimestre 2017. La situation de l'emploi reste donc très fragile, en particulier pour les plus de 50 ans, les "habitués du chômage de longue durée..."

Quel est le mystère ?

Depuis maintenant deux ans, toutes les études économiques décrivent une amélioration de la situation régionale avec des intentions d'embauche en hausse : 63 800 en 2016, 80 000 en 2017, 98 200 en 2018. Mais la courbe du chômage tarde à s'inverser. Pourquoi ? C'est l'origine de cette désynchronisation qu'il faut chercher, manifestement, on ne l'a pas encore trouvée...

Michaël Dodds.

Vient de succéder, comme prévu, à Jean-Louis Laville comme directeur du Comité régional de tourisme de Normandie.

Rappelons que Michaël Dodds dirige aussi l'Agence Normandie Attractivité. Son mot d'ordre : "Le temps est venu pour la Normandie d'afficher son ambition d'être une Région Monde. Normandie est un nom magique !"

Christian Nibourel.

Président de "Paris Ile-de-France capitale économique" (une association de décideurs économiques franciliens), Christian Nibourel sera au Havre le 27 avril pour signer avec Luc Lemonnier, président de la CODAH, une convention "Grand-Paris Le Havre : partenariat pour l'attractivité". C'est un signe positif.

- Il s'agit de valoriser le débouché maritime du Grand Paris, de multiplier les échanges d'expertise autour des questions logistiques, industrielles, portuaires, environnementales et de tourisme, ainsi que de coordonner les actions de communication des deux territoires qui n'en font qu'un en réalité.

Bref, on s'apprivoise...



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros

SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Manche ; les élus de l'agglomération du Mont-Saint-Michel Normandie ont donné leur feu vert en février dernier.

Desserte nautique.

PNA sécurise l'accès au port de Caen- Ouistreham (14).

Afin de renforcer l'attractivité du port de commerce de Caen-Ouistreham, Port Normands Associés (PNA - Pdt. Hervé Morin - DG. Philippe Deiss) va investir 12 M€ dans la sécurisation des accès nautiques.

- Concrètement, un dispositif de guidage à l'entrée de l'écluse Ouest va être mis en place pour faciliter le passage des navires. Une façon de conforter les trafics actuels, voire même d'en gagner si les mouvements sont plus rapides.

- Les travaux vont débuter en octobre. Ils sont financés à hauteur de 10 M€ par PNA (la Région en apportera 6 et le Département du Calvados 4) et de 2 M€ par la CCI de Caen-Normandie.

Mon commentaire : l'enjeu est important pour Caen-Ouistreham qui doit trouver sa place entre Cherbourg et Dieppe. Rappelons que le "périmètre" de PNA va s'élargir, le 1^{er} janvier prochain, avec l'arrivée du port de Dieppe dans le syndicat mixte.

Positif.

In Normandy, le "Las Vegas" de Deauville...

Sur le modèle (made in Normandie) du CES de Las Vegas, les CCI de la région organisent les 31 mai et 1^{er} juin prochains à Deauville, "In Normandy", le grand rendez-vous de l'innovation et du numérique en Normandie.

- Plus de 250 entreprises et start-up sont attendues pour réaliser des démonstrations dans des espaces scénarisés, mais aussi des pitches, des cas d'usage, des innovations, et des applications numériques innovantes.

- Il y aura sept démonstrateurs différents, comme "My Smart Health" par exemple ; de nombreuses têtes d'affiche aussi pour des conférences : on espère, notamment, la présence du député-mathématicien Cédric Villani.

- Plus 4 événements : Normandigital, le salon de l'industrie du futur, les rendez-vous d'affaires de Normandie, le forum d'achat public d'innovation.

Commentaire : pilotée par CCI Normandie, cette initiative est positive, car, pour la première fois, elle va mettre en avant des hommes et des femmes de talents qui restent trop méconnus des Normands et de leurs représentants.

Et pendant ce temps-là...

• Vernon (27) : La reconversion du LRBA continue

À Vernon (27), l'ancien site LRBA vient d'accueillir, dans un nouveau bâtiment, les activités de propulsion plasmique de Safran Aircraft Engines qui a ainsi regroupé ses équipes techniques et ses lignes de production.

C'est la société Senovea (groupement d'entreprises publiques) qui gère la reconversion de l'ancien site militaire. Armelio, entreprise d'ingénierie industrielle, s'est aussi installée récemment sur le site.

• La "Valgorisation" peut intéresser la Chine.

L'entreprise de dépollution des sols et de revitalisation des friches industrielles Valgo (Petit-Couronne, 76) a enregistré une hausse de 20 % de son chiffre d'affaires en 2017 (60 M€) et entend poursuivre cette croissance : 100 M€ attendus d'ici 2020. Dans cette optique, Valgo veut conforter son modèle de revitalisation des sites industriels (Valgorisation), et développer sa présence à l'international par l'implantation de filiales, notamment en Chine.

• À Caen, Cyceron investit massivement.

Directeur de la plate-forme d'imagerie médicale Cyceron, Benoit Haelewyn prévoit d'investir près de 8 M€ à l'horizon 2020 : première étape, acquisition d'une IRM pré-clinique dès cette année.